

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18628 - 72ÈME ANNÉE

Rapport d'Orientation politique du 9e Congrès du PCR —2—

«Le moment est venu de se rassembler»



Rassembler, le mot d'ordre du 9e Congrès du PCR.

Dans la seconde partie du rapport politique présenté par Yvan Dejean, le Parti communiste fait un bilan de ces 70 dernières années et soulignent que des voix toujours plus nombreuses et diverses appellent constatent un système à bout de souffle et demandent à dépasser le cadre actuel.

Chers – es camarades,
Décrire cette situation c'est décrire la triste réalité dans notre pays. Elle est impitoyable et elle renvoie chacune et chacun à ses responsabilités avant les échéances qui s'annoncent dans quelques semaines maintenant. La vérité c'est que cette situation n'est pas nouvelle. Elle dure depuis des années.

C'est le résultat calculé d'une certaine politique... Cette politique ne dit pas son nom... mais elle peut être comprise comme étant un système qui vise à maintenir la domination économique sur les anciennes colonies.

En fait, de la réalité coloniale de 1946 nous sommes passés à un modèle néo-colonial qui transforme les fonds publics qui arrivent à La Réunion en profit pour des sociétés privées. Ainsi, les transferts publics sont recyclés en bénéfice privé qui ne profitent pas au développement de La Réunion. Les conséquences ont été dites : chômage massif, pauvreté, discriminations et inégalités.

« Les difficultés à venir »

Nous dénonçons ce système qui fait de La Réunion une économie de comptoir et qui maintient notre peuple dans le sous-développement. Pire encore ! Si rien ne change tout va s'aggraver. Chacune et chacun a en tête les difficultés à venir.

Que deviendra notre filière cannesucre avec ces 20 000 travailleurs quand on sait que nous venons de vivre la dernière campagne sucrière avec la fin des quotas et des prix garantis pour les planteurs ?

Que deviendra l'ensemble de nos productions avec l'application des Accords de Partenariat Economique que les instances européennes signent avec les pays voisins sans même nous demander notre avis ?

Que deviendront les collectivités avec la réforme de l'octroi de mer ou encore la baisse des crédits de l'Etat ?

Sur tous ces problèmes nous avons notre mot à dire et nous ne tairons pas.

Je n'insisterais pas sur l'impact à La Réunion des grands événements qui vont bouleverser le monde et que notre camarade Paul dénonçait réguilièrement à savoir :

la mondialisation des échanges

capitalistes ; le réchauffement climatique ; la croissance démographique et la révolution technologique.

Voilà ce qui nous attend !

« Le système est à bout de souffle »

Chers – es camarades,

A l'évidence ce n'est pas très réjouissant mais l'objectif de notre Congrès est de faire connaître de manière la plus claire possible nos réponses aux préoccupations qui sont posées par : les travailleurs privés d'emplois, les travailleurs, les chefs d'entreprises et les plus fragiles d'entre nous.

Et force est de constater que dans le cadre actuel il n'y a pas de solutions pour régler tous ces problèmes.

Les communistes considèrent en effet que le système est à bout de souffle. Et quand nous parlons du cadre actuel qui a atteint ses limites de quoi parle-t-on exactement ?

Il s'agit en fait du cadre mis en place par la loi du 19 mars 1946 pour abolir le régime colonial. Cette loi a permis des avancées importantes et nous y avons fortement participé avec Raymond Verges et Léon de Lépervanche

C'était aussi une loi d'égalité et elle a donné tout ce qu'elle pouvait grâce aux grandes batailles menées par le Parti Communiste Réunionnais et ses dirigeants Paul Verges et Elie Hoarau qui ont démissionné en 1987 de leur mandat de député pour protester contre une loi de Jacques Chirac s'opposant à l'égalité sociale. Mais nous ne faisons pas injures aux pères de cette loi quand nous disons que ce cadre posé en 1946 ne permet plus de répondre aux défis du présent et ceux à venir.

Au contraire, nous voulons prolonger leur combat pour relever les défis auxquels notre peuple est confronté.

« Pas les seuls à le dire »

Sur ce plan nous ne sommes pas les seuls à le dire.

Nous avons entendu certain proclamé « que La Réunion doit passer à une nouvelle ère institutionnelle

pour mieux aborder les défis du futur ».

Nous avons entendu un autre dire « le cadre actuel doit évoluer »... ou encore un autre dire qu'il n'y a plus « de lisibilité et de visibilité pour La Réunion ».

Il ne s'agit pas de micro-trottoir. Ce sont des proclamations publiques d'élus – es réunionnais qui occupent de très hautes responsabilités et qui ne sont pas des adhérents du Parti communiste.

Ce sont aussi des déclarations de personnalités de la société civile qui ont... eux aussi une part de la responsabilité de La Réunion dans leur main.

Ainsi, ils disent ce que nous disons depuis toujours : le cadre actuel a atteint ses limites et qu'il faut le dépasser pour aller vers autre chose. Devant ce constat unanime le PCR considère que le moment est venu de se rassembler pour parler d'une même voix aussi bien à Paris qu'en Europe.

C'est le moment de la faire parce que dans quelques jours un nouveau pouvoir s'installera à Paris et ce nouveau pouvoir doit profiter de l'état de grâce pour prendre enfin les décisions politiques courageuses qui s'imposent tout de suite. Après... après, il sera trop tard et le risque est grand de voir la société réunionnaise se disloquer davantage et trouver un pays dévasté par les problèmes sociaux et économiques.

Oui, le moment est venu de se rassembler est c'est cela notre mot d'ordre à l'occasion de ce 9e Congrès.

(à suivre)

Edito

Comment chaque Réunionnais comprend-il qu'il est communiste ?

Il est indéniable que le PCR dispose d'une expérience exceptionnelle, qui n'a rien à voir avec des associations qui éclosent comme des champignons à la saison des élections que l'on qualifie pompeusement de "partis politiques". Le PCR est un parti de l'Histoire, il a fait entrer La Réunion et le peuple réunionnais dans l'Histoire des peuples. C'est un parti responsable de ses analyses et de ses actes. Nous l'avons vu encore dimanche dernier. Exemple : le PCR soutient le combat difficile que mènent les Chagossiens contre la Grande-Bretagne. Pourquoi les autres sont-ils silencieux ? Ils n'ont pas de valeurs morales ? Mieux, la France, qui préside la COI, ne dit pas un mot sur ce crime contre l'humanité.

Dans le régime néo-colonial actuel, le PCR est combattu par des partis parisiens qui utilisent leurs puissances matérielles et institutionnelles, en particulier à travers leurs filiales réunionnaises. On retrouve en politique le même schéma que celui des monopoles économiques et commerciaux qui écrasent les entreprises réunionnaises. Les médias imposent cette idéologie dominante à l'ensemble de la société. Le PCR se bat seul contre tout ce système qui laisse peu de marge de manoeuvre à l'épanouissement du peuple réunionnais.

Relisons le communiqué de l'ONERC paru lors du décès de Paul Vergès. "Pionnier dans la mobilisation politique pour faire de la lutte contre le dérèglement climatique une priorité nationale, le sénateur Paul Vergès créa dès 2001 l'Observatoire National pour les Effets du Réchauffement Clima-

tique (ONERC). Il est également à l'origine de la stratégie nationale d'adaptation au changement climatique puis de son plan de mise en œuvre. Il a présidé activement le Conseil d'Orientation de l'ONERC pendant 15 ans et interagi étroitement avec mes équipes jusqu'à ses derniers jours. Les lecteurs de la lettre trimestrielle aux élus « Le climat change, Agissons » et du rapport annuel de l'ONERC sur le changement climatique regretteront les éditoriaux du sénateur dans lesquels il exprimait si bien ses convictions dans la lutte contre le dérèglement climatique."

Cet homme qui est "à l'origine de la stratégie nationale d'adaptation au changement climatique puis de son plan de mise en oeuvre" n'a pas eu 2 minutes dans les médias réunionnais pour expliquer les enjeux de la COP21, en décembre 2015. Chaque Réunionnais comprend que cet acharnement à maintenir le peuple dans l'ignorance est un acte antidémocratique, voire criminel ; c'est surtout l'illustration qu'une classe sociale domine sans partage. L'objectif est de préserver le régime néo-colonial et les profiteurs. De 1958 à 1986, (28 ans) Paul Vergès et le PCR étaient privés d'une tribune parlementaire et ils étaient interdit d'antenne. Pire, en 1981, le Parti Socialiste a empêché Paul Vergès de devenir Député en faisant élire Jean Fontaine, le premier Député qui s'est inscrit au Front National !

Chaque Réunionnais comprend qu'il est communiste dès lors qu'il prend conscience du rôle et de la place du PCR dans la défense de ses intérêts d'être Réunionnais.

Ary Yée Chong Tchi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Un candidat à la présidentielle en visite à La Réunion

Jacques Nikonoff pour la sortie du « modèle néo-colonial »

Accompagné de Joel Périchaut, chargé des questions internationales et des DOM au PARDEM, et de Didier Le Strat, représentant à La Réunion du PARDEM, Jacques Nikonoff, candidat du Rassemblement pour la démondialisation, a présenté hier son programme pour l'élection présidentielle.

Candidat du Rassemblement pour la démondialisation, Jacques Nikonoff a présenté hier ses propositions pour La Réunion. En visite pendant quelques jours, l'ancien président d'ATTAC tiendra lundi soir à 18 heures une conférence à l'Université. L'objectif de sa visite est de faire campagne, de recueillir des parrainages d'élus et soutenir les candidats du PARDEM (Parti de la démondialisation) à La Réunion aux législatives. À plus long terme, il s'agit de consolider le PARDEM à La Réunion, pour nous hisser comme force politique visible à La Réunion. Les raisons de la crise et les inégalités qui en découlent sont à rechercher du côté de la mondialisation néo-libérale, souligne-t-il. Les politiques mises en place par l'oligarchie mondiale (UE, USA, Japon) sont favorables aux multinationales. « Si on veut s'attaquer à ce problème, il faut démondialiser ».

Sortir de l'Union européenne

Jacques Nikonoff estime que les « démondialisateurs » se trouvent d'abord chez les abstentionnistes. « Ces citoyens ne trouvent plus l'offre politique qui correspond à leurs souhaits. Droite et gauche mènent les mêmes politiques sur l'essentiel ». L'important est d'engager des réformes structurelles pour démondialiser : mettre un terme au libre-échange, à la dictature des marchés, sortir des institutions supranationales (OMC, FMI, Union européenne).

Face à la crainte de la sortie de l'UE, le candidat indique que La France verse 20 milliards par an de contribution à l'UE. En retour, l'UE renvoie

8 milliards d'euros : c'est une perte de 12 milliards d'euros par an, qui relativisent les 300 millions d'euros par an reçu par La Réunion de l'Europe. L'euro pose également problème, car elle pénalise les exportations de La Réunion vers ses voisins et favorise l'entrée de produits à bas-coûts, poursuit l'ancien président d'ATTAC.

Le libre-échange pénalise La Réunion. Elle a un déficit de sa balance commerciale qui est extrêmement élevé. Structurellement, La Réunion est en déficit.

Pour le droit de négocier avec les voisins

L'essentiel est de sortir de l'économie de comptoir. « La structure des échanges commerciaux de La Réunion suit un modèle néo-colonial, tout est conditionné par les intérêts de la métropole, cela se vérifie dans les statistiques. Enormément de choses sont produites en métropole, alors qu'elles pourraient être fabriquées sur place ». « Aucun effort entrepris par l'État pour permettre à La Réunion de s'autodévelopper alors que cela créerait de l'emploi à La Réunion, permettrait de produire ce que l'on consomme dans de nombreux domaines », ajoute Jacques Nikonoff.

« La Réunion en tant que partie intégrante de la République française, doit pouvoir négocier directement avec les entités régionales. C'est possible par une action conjointe du Parlement, en liaison avec l'assemblée régionale de La Réunion qui devrait être unique », souligne Jacques Nikonoff. Il préconise une nouvelle articulation entre le ministère des Affaires étrangères et les DROM, pour que La Réunion soit assimilée à un quasi-Etat dans les né-

gociations. Le signataire reste la République. « Mais elle est représentée conjointement par le ministère des Affaires étrangères et le président de la région ».

Les accords peuvent porter sur des tas de choses. En Afrique de l'Est et du Sud, monnaie commune possible, unité de compte comme on a connu avec l'ECU, le Sucre en Amérique latine.

Charte de la Havane

Sur le plan international, « nous préconisons que la France annonce son non-alignement, pour aller jusqu'au bout de la décolonisation ». L'émergence des BRICS permet d'éviter la domination sans partage des États-Unis. Mais ils ne sont pas des modèles, « car ils sont fanatiques du libre-échange ».

À la place de l'euro, le président du PARDEM plaide pour monnaie commune, simple unité de compte, qui élimine le risque de change et dédollarise. Il milite pour l'application de la Charte de la Havane, un commerce international qui repose sur l'équilibre de la balance des paiements. Sortir de l'UE aura l'avantage de pouvoir négocier, passer des accords bilatéraux entre les DROM et les pays qui les environnent. Le but est de développer la coopération régionale, et non plus la concurrence, « ce changement est fondamental ».

M.M.

Billet philosophique

Quelle mondialisation voulons-nous bâtir ensemble ?

La mondialisation — en particulier au sens de la dimension planétaire des échanges commerciaux — est un concept qui fait de plus en plus l'objet de débats dans le monde socio-économique, politique mais aussi philosophique. Allons donc réfléchir ensemble en quelques mots sur le contenu et les perspectives humaines que l'on peut donner à ce concept...

Depuis le début de cette année, un Réunionnais ami de la philo nous a fait parvenir plusieurs messages sur les dimensions mondiales des problèmes auxquels sont confrontés tous les peuples. En particulier, il nous a transmis un rapport publié le 16 janvier par l'organisation non gouvernementale britannique Oxfam, qui dévoile « comment les grandes entreprises et les individus les plus riches exacerbent les inégalités, en exploitant un système économique défaillant, en éludant l'impôt, en réduisant les salaires et en maximisant les revenus des actionnaires ».

Ce rapport dénonce le fait que « 8 hommes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale » et il lance un appel à tous les citoyens : « Exigez une économie au service de tout le monde » et « passons à l'action pour une autre économie », en soulignant que « si les gouvernements veulent combattre les inégalités extrêmes, ils doivent prendre leurs responsabilités et oser faire des choix politiques différents ».

Le rapport offre aussi « des pistes à ces gouvernements pour mettre en

place une économie qui profite à tout le monde :

1. Diminuer le clivage entre les plus grandes fortunes et le reste de la population via un système fiscal équitable, qui fasse peser la plus lourde charge fiscale sur ceux qui ont les épaules les plus larges. 2. Se concentrer sur les besoins de la majorité de la population, en investissant dans les services publics tels que l'éducation et la santé.

3. Garantir un salaire minimum décent et soutenir les entreprises qui donnent la priorité au travail décent et à la durabilité.

4. Garantir l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Enfin, si les gouvernements veulent vraiment trouver une solution à des problèmes globaux tels que l'évasion fiscale, ils doivent travailler ensemble au lieu de se faire concurrence les uns aux autres ».

« Plein d'amour, de justice et de joie »

Comme on le voit, la mondialisation concerne aussi les questions institutionnelles liées à la problématique suivante : qui décide quoi et quelle est la responsabilité des peuples — notamment des classes populaires — dans les domaines de l'économie, du social, de l'environnement, de la culture et l'éducation, etc. Ainsi, par exemple, « les négociations onusiennes sur le changement climatique livrent des enseignements précieux sur la gouvernance mondiale d'un commun

aussi vaste que le climat ».

C'est ce qu'explique Amy Dahan Dalmedico, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), pour qui « nous n'avons pas besoin d'échanges commerciaux à tout prix, mais au contraire de traités de coopération pour répondre à des enjeux précis ». Cela signifie que nous pouvons nous battre tous ensemble pour donner à la mondialisation un autre contenu que celui du système capitaliste, qui tue par la famine un enfant toutes les sept secondes.

Cette mondialisation remplace la compétition et la loi de la concurrence universelle au profit des plus riches par le co-développement solidaire entre les peuples de divers pays d'une même région (comme l'Indianocéanie par exemple), entre ceux de divers continents et entre ceux du monde entier. Ce combat pour le bien commun de chaque peuple et de l'humanité a été évoqué à plusieurs reprises lors du 9e Congrès du Parti Communiste Réunionnais dimanche dernier à Sainte-Suzanne, notamment par le président Élie Hoarau ; et c'est pour cela qu'il a été conclu par la célèbre chanson de Michel Fugain, "Le chiffon rouge de la liberté", avec cet appel à l'engagement pour une mondialisation alternative : « Compagnon de colère, compagnon de combat, toi que l'on faisait taire, toi qui ne comptais pas, tu vas pouvoir enfin le porter le chiffon rouge de la liberté, car le monde sera ce que tu le feras, plein d'amour, de justice et de joie ».

Roger Orlu

In kozman pou la rout

« La rishès in onm sé son madam ! »

Moin lé sir in pé i doi dir : justin koko la bloké, pou dir in n'afèr konmsa. Kèl rishès kan la vi sé in parti d'katch san arété ! Kèl rishès kan inn sé lo shien é l'or sé lo shat ! Kan nana si tèlman divors ! Poitan, mèm si lé vré, l'inyon sé in konba, kan ou i kalkil bien in konjoin sa i aport aou in bon pé z'afèr. Sa i aport aou in dézyèm famiy don k in bonpé rishès imène an plis. An pliské sa, i pé i pran dé konjoin é zot i pé z'ète konplémentèr. Konplémentèr ? Sé kan i konpans out poin fèb é i ranfors out poin for é si sa i spas résiprokman, ou la poin pou rogrété. Zot i koné martin pèshèr, sa in zoli zoizo sa, sa i viv an koupl é kan inn dé dé i mor, l'ot i lès ali mourir. Sa in prèv d'amour avèk la prèv par z'animo, la prèv par la natir é napoin arien lé myé k'sa. Alé ! ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Elie Hoarau la invite azot pou kozé : é bin alon kozé !

Souvan moin la antann dir parti kominis i ferm ali dsi li mèm. Kan i di sa na in z'imaz i vien dann mon mazinasyon. Zimaz guéri-vit, sansa kronp la mor, sansa ankòr sanzitiv. Kosa i lé sa : in pti zèrb i kour in pé atèr, fèy lé rouz-rouz, nana pti zépine, é flèr lé roz. Kan ou i touth bann fèy, zot i ramas é sa sé in n'afer i plé bien bann marmaye. Zot i ramas konmsi zot té i vé protèz azot kont bann z'agresèr l'estèryèr.

Nout parti sré konmsa ? Lé vré dopi lo tan li égzis, si li lété pa garanti kont bann z'agresèr l'estèryèr é mèm l'intèryèr li noré té mor l'èr ki lé. Donk shak foi k'té i fo, li la défann ali é sé konmsa ké zordi li lé ankòr vivan. Mi diré mèm bien vivan si i baz dsi son bann z'idé é dsi la valèr son bann dirizan, é son bann militan. Na in vyé l'ansien militan, la di amoin : « Na pi d'parti ! in pti ta par isi ! in pti ta par la-ba ! ». Li lé pi d'dan, pou son par, mé li té la kan nou la fé nout kongré : la prèw ké nout parti i obli pa bann moun la fé l'istoir La Rényon pars lo boug mi di azot li la fé l'istoir laRényon. Tanka l'égzistans nout parti na in zour i apèl domin é nou va bien oir.

La pa li tousèl té la. L'avé kant mèm plizyèr dizène z'invité. Pou kosa z'invité ? Mi pans sé pars nout bann résponsab i kalkil l'avnir é i di so bann rényoné-la, sa sar bien nésésèr pou fé arlèv nout péi é i pé pa lès azot par koté-mèm si na poin lo moyin pou invite tout lo moun ni voudré, mé in zour nou va fé in rasanbléman konmsa. Pou kosa ? Pou arpran flanbo lo CRADS ! Pou arpran flanbo nout politik l'inyon ! Pou kontinyé lo travaye l'Alians.

Pou kontinyé nout parkour an fidélité avèk nout bann prinsip, Elie Hoarau la invite tout sak i vé kozé pou kozé... ébin konm KOI té i di : alon kozé ! La Rényon sar gagnan dan l'afer !

Justin